

RCS : REIMS Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 00219 Numéro SIREN : 351 306 022 Nom ou dénomination : CHAMPAGNE LAURENT-PERRIER

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2021 sous le numéro de dépôt 6007

CHAMPAGNE LAURENT-PERRIER
Société par Actions Simplifiée
au capital de 44 200 815,84 euros
Siège social : 32 Avenue de Champagne
51150 TOURS SUR MARNE (Marne)
R.C.S. REIMS B 351 306 022

AFFECTATION DU RESULTAT

« ...

2^{ème} Résolution

L'Assemblée Générale constate que, déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice de 9 245 030,52 €.

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée.

Bénéfice de l'exercice :	9 245 030,52 €
Report à nouveau :	<u>169 170 315,38 €</u>
Solde disponible :	178 415 345,90 €

Sur le solde disponible, prélèvement de : 5 800 632,00 € à titre de dividende à verser aux actionnaires (correspondant à un dividende par action de 2,00 € par action avant prélèvement sociaux).

Virement du solde du bénéfice au compte « report à nouveau »	<u>3 444 398,52 €</u>
Nouveau report à nouveau	172 614 713,90 €

Ce dividende sera versé au plus tard le 30 juillet 2021 sur les 2 900 316 actions composant le capital et donnant droit à un dividende.

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005, ce dividende n'est pas assorti d'un avoir fiscal, mais il ouvre droit au profit des associés personnes physiques, à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

... »

Fait à Tours-sur-Marne, le 21 juillet 2021



Laurent-Perrier, Président
Stéphane Dalyac

Champagne Laurent-Perrier

Comptes individuels

Bilan, Résultat et Annexe

Exercice clos le 31 mars 2021

1^{ère} PARTIE : COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2021 ET 2020

Compte de résultat

	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		(en millions d'euros)	
Chiffre d'affaires	12	159,86	207,57
Production stockée		9,10	18,16
Subvention d'exploitation	12		
Reprise sur amortissements et transfert de charges		0,26	0,49
Autres produits		0,68	1,18
Total des produits d'exploitation		169,90	227,40
Achats de matières premières et autres appro.....		(93,60)	(121,06)
Variation de stock (MP et autres approv.)		4,69	1,35
Autres achats et charges externes		(39,08)	(56,88)
Impôts taxes et versements assimilés		(2,46)	(2,48)
Salaires et traitements	13	(9,88)	(10,82)
Charges sociales	13	(4,35)	(4,41)
Dotations aux amortissements		(4,65)	(4,55)
Dotations aux provisions		(0,14)	(0,67)
Autres charges		(3,61)	(5,65)
Résultat d'exploitation		16,80	22,21
Produits financiers		1,25	4,54
Charges financières		(4,33)	(4,27)
Résultat financier	14	(3,09)	0,27
Résultat courant avant impôt		13,72	22,48
Produits exceptionnels		1,77	1,30
Charges exceptionnelles		(2,42)	(2,12)
Résultat exceptionnel	15	(0,65)	(0,81)
Participation des salariés		(0,36)	(0,57)
Impôts sur le résultat	16	(3,46)	(5,51)
Résultat net		9,25	15,59

Bilan

ACTIF	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		(en millions d'euros)	
Immobilisations incorporelles		1,54	1,62
Immobilisations corporelles		61,54	62,60
Immobilisations financières		24,80	26,53
Autres immobilisations financières		2,43	2,16
Actif immobilisé	1 et 2	90,31	92,91
Stocks et en cours	3	447,14	433,35
Clients et comptes rattachés	4	43,86	28,48
Autres créances et comptes de régularisation	11	49,75	91,37
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		59,28	44,07
Charges constatées d'avance		0,40	0,62
Frais sur emprunts à étaler		0,02	0,04
Ecart de conversion actif		0,22	0,19
Actif circulant		600,67	598,12
Total de l'actif		690,98	691,03

PASSIF	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		(en millions d'euros)	
Capital	5	44,20	44,20
Primes d'émission, de fusion et d'apport		11,58	11,58
Réserve légale		4,42	4,42
Réserves statutaires		0,05	0,05
Réserves réglementées		0,01	0,01
Report à nouveau		169,17	159,96
Résultat		9,25	15,59
Subventions d'investissement		0,99	0,96
Provisions réglementées	6	14,81	13,99
Total des capitaux propres	5	254,49	250,78
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges	7	2,73	2,75
Emprunts et dettes financières	8	232,66	217,73
Fournisseurs et comptes rattachés		63,94	86,92
Dettes fiscales et sociales	11	6,45	6,21
Autres dettes et comptes de régularisation	11	130,50	126,56
Ecart de conversion passif		0,21	0,08
Total des dettes		433,76	437,50
Total du passif		690,98	691,03

2^{ème} PARTIE : ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2021

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes ont été établis conformément aux principes du plan comptable général conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 et au code de commerce. La méthode des coûts historique est appliquée ainsi que les conventions générales comptables suivantes, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

2. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production, le cas échéant.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur des durées allant de 1 à 8 ans.

2.2. Immobilisations corporelles

Les règles relatives aux actifs ont été appliquées et l'ensemble du parc des immobilisations a été examiné :

- L'analyse par composants est effectuée depuis le 1^{er} avril 2005 si cela s'avère pertinent.
- Les durées d'amortissement des biens acquis depuis le 1^{er} avril 2005 correspondent à leurs durées d'utilisation.
- Les durées d'amortissement des biens acquis antérieurement au 1^{er} avril 2005 correspondent à la durée de vie réelle.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie et d'utilisation estimée des immobilisations et selon le mode linéaire. Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Constructions | 20 à 40 ans |
| ▪ Agencements et aménagements des constructions | 10 à 30 ans |
| ▪ Matériel et outillage | 3 à 30 ans |
| ▪ Matériel de transport | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobilier et matériel de bureau | 4 à 10 ans |

2.3. Créances et dettes en devises

Les transactions réalisées en devises sont converties au cours du jour de la date de transaction. Les soldes des actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours du jour de la clôture, les gains et pertes de changes latents résultant de ces conversions sont portés au bilan. Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

2.4. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Ils sont inscrits pour leur valeur historique (valeur d'acquisition ou d'apport).

A la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de la quote-part des capitaux propres détenus et compte tenu, des plus-values latentes éventuelles et des perspectives de rentabilité.

Ainsi, si cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, les titres sont dépréciés au prorata de la participation.

2.5. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, par stades successifs.

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les dépréciations des biens concourant à la production.

Le coût de revient ne peut pas excéder la valeur nette de réalisation.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

En cas de baisse significative du niveau d'activité sur certains stades de production, il est pratiqué l'imputation rationnelle des frais fixes pour l'évaluation des stocks.

2.6. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7. Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan concernent essentiellement la provision pour hausse de prix et la provision pour amortissements dérogatoires qui correspond à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les produits et charges exceptionnels.

L'impôt que la société devra payer au moment de la réintégration de la provision figure dans la note relative à la situation fiscale latente.

2.8. Provisions pour risques et charges

Les provisions constituées sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

2.9. Retraites et autres engagements vis à vis du personnel

Les montants des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, de mutuelles et d'indemnités de départ en retraite sont mentionnés en engagements hors bilan et estimés sur la base d'évaluations actuarielles. Ces engagements ont été calculés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 0,55 % pour la mutuelle : 0,80%
- taux de revalorisation annuelle des salaires : Non cadres: 1,5% Cadres: 2.5%

- taux de revalorisation des cotisations Mutuelle : 3%
- âge de départ en retraite :

Cadres	Employés et ouvriers	VRP
64 ans	62 ans	65 ans

- table de mortalité : INSEE TD/TV 2014-16
- taux de charges sociales : employés/ouvriers 32,22%, techniciens/AM 46.58%, cadres 50,18%.
- taux annuel de démission

	Cadres	Agents de maitrise	Employés et ouvriers
Avant 30 ans	8,2%	8,2%	8,2%
De 30 à 45 ans	2,5%	2,5%	2,5%
De 45 à 55 ans	1,6%	1,6%	1,6%
Après 55 ans	0%	0%	0%

2.10. Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles

Les opérations exceptionnelles comprennent les produits et les charges hors gestion courante de l'entreprise. Elles concernent soit des opérations de gestion soit des opérations en capital.

2.11. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

3. AUTRES INFORMATIONS

La société applique depuis le présent exercice le Règlement ANC 215-05 relatifs aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, qui a pour conséquence principale de présenter les écarts de change sur opérations commerciales dans le résultat d'exploitation et non plus en résultat financier. L'impact de ce texte est décrit dans la note 13.

Les comptes annuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la S.A. Laurent-Perrier 32, avenue de Champagne, 51150 TOURS SUR MARNE, SIREN 335 680 096

Faits marquants de l'exercice

L'exercice clôturé au 31 mars 2021, a été marqué par la crise sanitaire COVID-19 qualifiée de pandémie mondiale par l'OMS, le 11 mars 2020. Le Groupe Laurent-Perrier a pris les mesures nécessaires afin de s'adapter à cette situation inédite. En effet, malgré la nette diminution de -25,4% des volumes de Champagne vendus par le Groupe, conséquence des mesures sanitaires adoptées dans le monde, la baisse du chiffre d'affaires a été limitée par un effet prix/mix de +5,8%. Le Groupe a également enregistré une stabilité de son résultat opérationnel à taux de change courants, en adaptant sa structure de coûts. Enfin, le Groupe n'a pas enregistré de difficulté de trésorerie et n'a pas eu recours au dispositif exceptionnel de PGE (Prêt Garanti par l'Etat) et de manière très limitée aux mesures de chômage partiel en vigueur durant la crise.

Il n'y a pas de fait marquant spécifique à la société Champagne Laurent-Perrier.

Evènements post-clôture :

Il n'existe à la date d'arrêté des comptes aucun évènement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière et le patrimoine de la société Champagne Laurent-Perrier. Le 24 avril 2021, le Groupe Laurent-Perrier a établi un communiqué mentionnant la détection d'une intrusion sur son réseau informatique. A la suite de cette intrusion le Groupe Laurent-Perrier a immédiatement engagé toutes les mesures nécessaires pour rétablir son activité dans les meilleures conditions. Ces mesures ont permis une reprise de la totalité des activités opérationnelles et de renforcer significativement le réseau informatique du Groupe Laurent-Perrier. L'incident n'aura pas d'effet significatif sur les résultats du Groupe Laurent-Perrier.

4 ANALYSE DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Tous les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – Valeur brute de l'actif immobilisé

Valeurs brutes	Valeurs brutes à l'ouverture	Acquisitions Apports	Virements de postes	Cessions	Valeurs brutes à la clôture
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Logiciels	5 678	68			5 746
Autres incorporels	206		67		273
Sous-total	5 884	68	67	0	6 019
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	4 551	155		(16)	4 690
Constructions	55 853	351		(46)	56 158
Installations techniques	53 645	1 421	816	(157)	55 726
Autres	3 328	375	(883)	(14)	2 806
Sous-total	117 377	2 302	(67)	(233)	119 380
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations	24 778	0			24 779
Autres immo. financières	3 908	3		(314)	3 597
Sous-total	28 686	3	0	(314)	28 376
Total général	151 947	2 373	0	(547)	153 774

Immobilisations financières :**Détail du poste « participations » :**

Champagne de Castellane	269 167	actions	11 191
Grands Vignobles de Champagne	58 541	actions	6 947
Laurent-Perrier UK	299 400	parts	915
Laurent-Perrier Suisse	300	actions	323
SARL Pressoir Pétret Martinval	490	parts	80
A.S. (Salon-Delamotte)	1 240	actions	33
Laurent Perrier US	500	parts	0
SARL Laurent-Perrier Diffusion	136 199	parts	0
SAS François Daumale	3 000	actions	5 000
Laurent-Perrier Italia Spa	290 000	parts	290
			24 779

Immobilisations incorporelles:

- L'augmentation de 68 k€ correspond principalement à des investissements pour le développement des logiciels.

Immobilisations corporelles

- L'augmentation de 2 302 k€ correspond principalement aux dépenses d'investissements en matériels industriels et aux dépenses habituelles de renouvellement des immobilisations.
- Les sorties d'actifs concernent essentiellement des mises au rebut et des cessions de matériels industriels.

Immobilisations financières :

- La diminution de 314 k€ correspondent aux remboursements des prêts aux livreurs.
- Les échéances à venir de ces prêts sont :

	Montant total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
- Prêts aux livreurs	2 349	317	836	1 196

NOTE 2 – Amortissements

	Amortis- sements à l' ouverture	Dotations	Diminutions	Amortis- sements à la clôture
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Marques	0			0
Logiciels	5 465	158		5 623
Sous-total	5 465	158	0	5 623
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	0			0
Constructions	22 076	1 998	(34)	24 040
Installations techniques	30 336	2 429	(157)	32 607
Autres	1 159	48	(13)	1 194
Sous-total	53 571	4 474	(204)	57 841
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations	0			0
Autres immob. financières	0			(0)
Sous-total	0	0	0	(0)
Total général	59 036	4 632	(204)	63 463

Immobilisations incorporelles et corporelles: l'augmentation de 4 836 K€ correspond aux dotations de l'exercice calculées suivant le mode linéaire. Les reprises sont relatives aux sorties d'actifs.

NOTE 3 – Stocks et en cours

	Au 31 mars			
	Brut	Dépréciations	2021 Net	2020 Net
Produits intermédiaires et finis	346 761	0	346 761	338 114
Matières premières et produits en cours ...	100 387	(6)	100 381	95 239
Total	447 148	(6)	447 142	433 354

Pour tenir compte du niveau d'activité à certains stades de la production, la société pratique l'imputation rationnelle des frais fixes pour la valorisation des stocks. Au titre du présent exercice, il n'a pas été décelé de sous activité. Aucune charge n'est donc enregistrée dans le compte de résultat.

NOTE 4 – Créances Clients et Dépréciation

	Au 31 mars			
	Brut	Dépréciations	2021 Net	2020 Net
Créances Clients	44 135	(279)	43 856	28 478
Total	44 135	(279)	43 856	28 478

NOTE 5 – Composition du capital social et variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 2 900 316 actions de valeur nominale de 15,24 euros.

Variation des capitaux propres

Montant au 31 Mars 2020.....	250 774
Dividendes	(6 380)
Résultat de l'exercice	9 246
Reprise de subvention d'investissement.....	27
Mouvements des provisions réglementées ..	819
Montant au 31 Mars 2021.....	254 486

NOTE 6 - Provisions réglementées

Nature des provisions	Solde à l'ouverture	Dotations aux provisions	Autres mouvements	Reprises de provisions	Solde à la clôture
Provisions pour investissement					
Amortissements dérogatoires	13 993	1 994		(1 175)	14 812
Provision pour hausse de prix					
Total	13 993	1 994	0	(1 175)	14 812

NOTE 7- Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Solde à l'ouverture	Dotations aux provisions	Utilisations	Reprises	Solde à la clôture
Provisions pour pertes de change.....	183	76		(183)	76
Provisions pour risques et charges.....	2 570	152		(64)	2 658
Total	2 753	228	0	(247)	2 734

Détail des provisions pour risques et charges au 31 mars 2021 :

	en K€
Litiges avec le personnel	355,0
Litige FranceAgriMer	2 303,2

NOTE 8 - Emprunts et dettes financières

Échéance des dettes financières	Montant total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Auprès d'établissements de crédits				
- Crédits d'investissements	0	0	0	0
- Crédits d'exploitation	230 100	100	230 000	0
Empr. et dettes financ. Diverses	2 562	808	1 752	1
Total	232 662	908	231 752	1

▪ **Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit :**

Au 31 mars 2021, tous les crédits sont à taux variables. Afin de se prémunir d'une augmentation des taux, la société a recours à des contrats de couvertures (« swaps de taux »).

Pour ses crédits d'exploitation, la société a négocié avec son pool bancaire des lignes de crédit pour un montant total d'autorisations de 300 M€ adossées à des garanties composées exclusivement de warrants douaniers.

Dans le cadre de ses accords avec son pool bancaire, le Groupe s'est engagé à respecter au 31 mars 2021 les ratios suivants:

- un rapport EBITDA sur résultat financier (hors impact des normes IAS 19 et IAS 39) supérieur à 2
- un rapport endettement financier net sur fonds propre inférieur à 2,5.

Le non-respect des ratios précités entraîne la mise en œuvre d'une clause de revoir, prévoyant une réunion de concertation entre les parties, non assortie d'une clause d'exigibilité anticipée.

Au 31 mars 2021, ces ratios sont respectés.

▪ **Emprunts et dettes financières divers :**

Il s'agit de la réserve spéciale de participation aux résultats des exercices 2015/2016 à 2019/2020.

NOTE 9 – Autres informations sur le bilan

POSTES DU BILAN	Montants	Montants	Montants des
en milliers d'euros	concernant les	correspondant	dettes & créances
	entreprises liées	à des charges	représentées
		à payer	par des effets
			de commerce
Participations et créances rattachées.....	24 779		
Clients et comptes rattachés.....	35 645		
Autres créances.....	45 158		
Emprunts auprès des établissements de crédit.....		100	
Emprunts et dettes financières divers.....			
Fournisseurs et comptes rattachés.....	18 724	4 834	
Dettes fiscales et sociales.....		4 547	
Autres dettes.....	129 238	50	

Toutes les créances clients et les dettes fournisseurs sont à échéance à moins d'un an.

NOTE 10 - Engagements hors bilan**9.1 Engagements financiers**

- Au 31 mars 2021, les dettes bancaires décrites dans la Note 7 font l'objet de garanties assorties de sûretés réelles sous forme de warrants douaniers. Au 31 mars 2021, le montant de ces garanties était de 300,0 millions d'euros
- Engagement pris en matière de crédit-bail : Néant
- Le montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ en retraite et mutuelle des retraités s'élève à 13 784 k€. (note 2.9).
- Risque de taux : La société a poursuivi sa politique de couverture en mettant en place des outils spécifiques de swaps de taux pour couvrir sa dette financière à taux variable. Au 31 mars 2021, le montant de la dette couverte est de 84 M€ sur une période allant de 1 mois à 3 ans.

9.2 Autres engagements

La société est engagée contractuellement auprès de divers fournisseurs pour l'achat d'une partie significative de ses approvisionnements en raisins. Ces engagements portent sur des surfaces ; dès lors en raison des écarts pouvant affecter d'une année sur l'autre tant les rendements que les prix, la valeur de ces engagements ne peut être quantifiée avec une approximation raisonnable.

La société détient dans ses caves 56 467,95 hectolitres de vins des récoltes 2000 à 2020, constituant une réserve qualitative et appartenant à des viticulteurs et coopératives.

NOTE 11 – Autres créances et autres dettes

Les autres créances s'analysent ainsi :

	Au 31 mars	
	2021	2020
Autres créances		
Etat - Créances de TVA	2 302	6 880
Groupe et associés	47 221	84 112
Divers	231	376
Total	49 754	91 368

Les charges constatées d'avance ont évolué de la façon suivante :

	Au 31 mars	
	2021	2020
Charges constatée d'avance		
Frais financiers	66	66
Droits sur vins	44	43
Publicité communication	30	9
Prestations sur vins	0	280
Abonnements	39	0
Maintenance informatique	179	163
Divers	39	60
Total	398	621

Les dettes fiscales et sociales et les autres dettes se composent des éléments suivants :

Autres dettes et comptes de régularisation	Au 31 mars	
	2021	2020
Dettes envers le personnel	2 906	3 212
Organismes sociaux	1 748	1 771
Groupe et associés	129 238	123 729
Etat - TVA et autres taxes	1 798	1 230
Divers	1 262	2 829
Total	136 953	132 770

Le poste « Groupe et associés » comprend notamment un compte courant avec la société Laurent-Perrier pour 76 386 k€, avec la filiale A.S. pour 49 574 k€.

Toutes ces autres créances et autres dettes sont à échéance à moins d'un an.

NOTE 12 – Chiffre d'affaires

Il se répartit de la manière suivante :

	Au 31 mars	
	2021	2020
France	31 218	45 078
Etranger	91 692	126 644
Autres produits accessoires, cessions et prestations	36 948	35 845
Total	159 858	207 567

NOTE 13 – Charges de personnel

Les frais de personnel de la société (charges sociales comprises) s'élèvent à 14,4 M€ contre 15,2 M€ pour l'exercice précédent.

L'effectif au 31 mars est le suivant :

Effectifs	Au 31 mars	
	2021	2020
Cadres et agents de maîtrise	77	78
Employés	25	26
Ouvriers	57	61
Total	159	165

NOTE 14 – Produits et charges financiers

Le résultat financier se décompose ainsi :

Produits financiers	Au 31 mars	
	2021	2020
Revenus des titres de participation	0	3 574
Intérêts reçus des sociétés liées	1 063	963
Autres produits financiers	183	5
Total	1 246	4 542

Charges financières	Au 31 mars	
	2021	2020
Intérêts versés aux sociétés liées	1 986	1 923
Intérêts sur emprunts	2 088	2 018
Divers	258	330
Total	4 332	4 271

Conformément au Règlement ANC 2015-05, les gains de change relatifs aux opérations commerciales pour 676 k€ et les pertes de change pour -746 k€ ont été présentés dans les éléments du Résultat d'exploitation.

NOTE 15 – Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel enregistre les éléments suivants :

Des pénalités	-376 k€
Le mouvement net des amortissements dérogatoires	-819 k€
Des autres produits nets	550 k€
Résultat exceptionnel net (perte)	-646 k€

NOTE 16 – Impôt sur le résultat

Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel	M€	IS en M€	%
Résultat courant	13,72	(3,64)	-26,6%
Résultat exceptionnel	(0,65)	0,18	-28,0%
Participation des salariés	(0,36)		
I.S. sur le résultat de la société	(3,46)		
Résultat	9,25	(3,46)	

Situation fiscale latente

Nature des différences temporaires	MONTANT (en K€)	
ACCROISSEMENTS		
Provisions réglementées		
- Amortissements dérogatoires	14 812	
Total	14 812	
ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		4 147
ALLEGEMENTS		
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation		
- Perte de change	76	
- Participation des salariés	350	
Total	426	
ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		119

La société a signé une convention d'intégration fiscale en date du 3 mars 2000 avec la société Laurent-Perrier qui a pris son effet pour la première fois sur l'exercice 2000/2001.

Les conventions signées entre la société mère et les filiales intégrées ont retenu la méthode de la neutralité; l'impôt dû est comptabilisé par les filiales comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistre son

propre impôt et l'économie ou la charge provenant de l'application du régime.

NOTE 17 – Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice.....	9 245 k€
Impôt sur les bénéfices	3 462 k€
Résultat avant impôts	12 707 k€
Variation des provisions réglementées:	
. Amortissements dérogatoires.....	819 k€
. Provisions pour hausse de prix.....	0 k€
. Provisions pour investissements.....	0 k€
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts).....	13 526 k€

NOTE 18 – Transactions conclues avec des parties liées

La société réalise avec des parties liées des transactions non significatives, ou conclues à des conditions normales, ou exclues du champ d'application tel que décrit dans le règlement ANC 2010-02 et 2010-03.

TABLEAU-LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication.	Informations financières			
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
1. Filiales (détenues à + de 50 %)				
SARL Laurent-Perrier-Diffusion	207 024 €	2 861 663 €	99,99%	-394 125 €
Grands Vignobles de Champagne	1 145 713 €	12 828 071 €	77,87%	512 122 €
SAS François Daumale	48 000 €	3 763 034 €	100,00%	117 007 €
LAURENT-PERRIER U.K.	300 000 GBP	2 270 310 GBP	99,80%	2 048 310 GBP
LAURENT PERRIER DIFFUS.SUISSE	300 000 CHF	2 395 770 CHF	100,00%	263 770 CHF
LAURENT-PERRIER US Inc	1 529 971 USD	-589 310 USD	100,00%	716 830 USD
LAURENT-PERRIER ITALIA Spa	400 000 €	-82 070 €	72,00%	89 810 €
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)				
Champagne de CASTELLANE	9 162 821 €	33 133 813 €	44,77%	-1 797 255 €
SARL PETRET-MARTINVAL	15 245 €	44 118 €	49,00%	5 475 €

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	11 946 600	1 528 184	11 328 775	
- nette	11 946 600	1 528 184	11 328 775	
Montant des prêts et avances accordés	7 811 570		27 195 221	
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés		383		



Champagne Laurent-Perrier

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 mars 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

KPMG S.A.
Champagne Ardenne
Pôle technologique Henri Farman
19, rue Clément Ader – BP162
51685 Reims cedex 2

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 mars 2021)

Aux Associés
Champagne Laurent-Perrier
32, avenue de Champagne
51 150 Tours-sur-Marne

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Champagne Laurent Perrier relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

Champagne Laurent-Perrier

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021 - Page 2

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Champagne Laurent-Perrier

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021 - Page 3

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Reims, le 13 juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG SA

Xavier Belet

Xavier Belet

 *Fernando Alvarez*

Fernando Alvarez

Champagne Laurent-Perrier

Comptes individuels

Bilan, Résultat et Annexe

Exercice clos le 31 mars 2021

1^{ère} PARTIE : COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2021 ET 2020

Compte de résultat

	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		(en millions d'euros)	
Chiffre d'affaires	12	159,86	207,57
Production stockée		9,10	18,16
Subvention d'exploitation	12		
Reprise sur amortissements et transfert de charges		0,26	0,49
Autres produits		0,68	1,18
Total des produits d'exploitation		169,90	227,40
Achats de matières premières et autres appro.....		(93,60)	(121,06)
Variation de stock (MP et autres approv.)		4,69	1,35
Autres achats et charges externes		(39,08)	(56,88)
Impôts taxes et versements assimilés		(2,46)	(2,48)
Salaires et traitements	13	(9,88)	(10,82)
Charges sociales	13	(4,35)	(4,41)
Dotations aux amortissements		(4,65)	(4,55)
Dotations aux provisions		(0,14)	(0,67)
Autres charges		(3,61)	(5,65)
Résultat d'exploitation		16,80	22,21
Produits financiers		1,25	4,54
Charges financières		(4,33)	(4,27)
Résultat financier	14	(3,09)	0,27
Résultat courant avant impôt		13,72	22,48
Produits exceptionnels		1,77	1,30
Charges exceptionnelles		(2,42)	(2,12)
Résultat exceptionnel	15	(0,65)	(0,81)
Participation des salariés		(0,36)	(0,57)
Impôts sur le résultat	16	(3,46)	(5,51)
Résultat net		9,25	15,59

Bilan

ACTIF	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		<i>(en millions d'euros)</i>	
Immobilisations incorporelles		1,54	1,62
Immobilisations corporelles		61,54	62,60
Immobilisations financières		24,80	26,53
Autres immobilisations financières		2,43	2,16
Actif immobilisé	1 et 2	90,31	92,91
Stocks et en cours	3	447,14	433,35
Clients et comptes rattachés	4	43,86	28,48
Autres créances et comptes de régularisation	11	49,75	91,37
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		59,28	44,07
Charges constatées d'avance		0,40	0,62
Frais sur emprunts à étaler.....		0,02	0,04
Ecart de conversion actif		0,22	0,19
Actif circulant		600,67	598,12
Total de l'actif		690,98	691,03

PASSIF	Notes	Exercices clos au 31 mars	
		2021	2020
		<i>(en millions d'euros)</i>	
Capital	5	44,20	44,20
Primes d'émission, de fusion et d'apport		11,58	11,58
Réserve légale		4,42	4,42
Réserves statutaires		0,05	0,05
Réserves réglementées		0,01	0,01
Report à nouveau		169,17	159,96
Résultat		9,25	15,59
Subventions d'investissement		0,99	0,96
Provisions réglementées	6	14,81	13,99
Total des capitaux propres	5	254,49	250,78
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges	7	2,73	2,75
Emprunts et dettes financières	8	232,66	217,73
Fournisseurs et comptes rattachés		63,94	86,92
Dettes fiscales et sociales	11	6,45	6,21
Autres dettes et comptes de régularisation	11	130,50	126,56
Ecart de conversion passif		0,21	0,08
Total des dettes		433,76	437,50
Total du passif		690,98	691,03

2^{ème} PARTIE : ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2021**1. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes ont été établis conformément aux principes du plan comptable général conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 et au code de commerce. La méthode des coûts historique est appliquée ainsi que les conventions générales comptables suivantes, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

2. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**2.1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production, le cas échéant.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur des durées allant de 1 à 8 ans.

2.2. Immobilisations corporelles

Les règles relatives aux actifs ont été appliquées et l'ensemble du parc des immobilisations a été examiné :

- L'analyse par composants est effectuée depuis le 1^{er} avril 2005 si cela s'avère pertinent.
- Les durées d'amortissement des biens acquis depuis le 1^{er} avril 2005 correspondent à leurs durées d'utilisation.
- Les durées d'amortissement des biens acquis antérieurement au 1^{er} avril 2005 correspondent à la durée de vie réelle.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie et d'utilisation estimée des immobilisations et selon le mode linéaire. Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Constructions | 20 à 40 ans |
| ▪ Agencements et aménagements des constructions | 10 à 30 ans |
| ▪ Matériel et outillage | 3 à 30 ans |
| ▪ Matériel de transport | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobilier et matériel de bureau | 4 à 10 ans |

2.3. Créances et dettes en devises

Les transactions réalisées en devises sont converties au cours du jour de la date de transaction. Les soldes des actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours du jour de la clôture, les gains et pertes de changes latents résultant de ces conversions sont portés au bilan. Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

2.4. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Ils sont inscrits pour leur valeur historique (valeur d'acquisition ou d'apport).

A la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de la quote-part des capitaux propres détenus et compte tenu, des plus-values latentes éventuelles et des perspectives de rentabilité.

Ainsi, si cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, les titres sont dépréciés au prorata de la participation.

2.5. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, par stades successifs.

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les dépréciations des biens concourant à la production.

Le coût de revient ne peut pas excéder la valeur nette de réalisation.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

En cas de baisse significative du niveau d'activité sur certains stades de production, il est pratiqué l'imputation rationnelle des frais fixes pour l'évaluation des stocks.

2.6. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7. Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan concernent essentiellement la provision pour hausse de prix et la provision pour amortissements dérogatoires qui correspond à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les produits et charges exceptionnels.

L'impôt que la société devra payer au moment de la réintégration de la provision figure dans la note relative à la situation fiscale latente.

2.8. Provisions pour risques et charges

Les provisions constituées sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

2.9. Retraites et autres engagements vis à vis du personnel

Les montants des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, de mutuelles et d'indemnités de départ en retraite sont mentionnés en engagements hors bilan et estimés sur la base d'évaluations actuarielles. Ces engagements ont été calculés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 0,55 % pour la mutuelle : 0,80%
- taux de revalorisation annuelle des salaires : Non cadres: 1,5% Cadres: 2.5%

- taux de revalorisation des cotisations Mutuelle : 3%
- âge de départ en retraite :

Cadres	Employés et ouvriers	VRP
64 ans	62 ans	65 ans

- table de mortalité : INSEE TD/TV 2014-16
- taux de charges sociales : employés/ouvriers 32,22%, techniciens/AM 46.58%, cadres 50,18%.
- taux annuel de démission

	Cadres	Agents de maîtrise	Employés et ouvriers
Avant 30 ans	8,2%	8,2%	8,2%
De 30 à 45 ans	2,5%	2,5%	2,5%
De 45 à 55 ans	1,6%	1,6%	1,6%
Après 55 ans	0%	0%	0%

2.10. Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles

Les opérations exceptionnelles comprennent les produits et les charges hors gestion courante de l'entreprise. Elles concernent soit des opérations de gestion soit des opérations en capital.

2.11. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

3. AUTRES INFORMATIONS

La société applique depuis le présent exercice le Règlement ANC 215-05 relatifs aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, qui a pour conséquence principale de présenter les écarts de change sur opérations commerciales dans le résultat d'exploitation et non plus en résultat financier. L'impact de ce texte est décrit dans la note 13.

Les comptes annuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la S.A. Laurent-Perrier 32, avenue de Champagne, 51150 TOURS SUR MARNE, SIREN 335 680 096

Faits marquants de l'exercice

L'exercice clôturé au 31 mars 2021, a été marqué par la crise sanitaire COVID-19 qualifiée de pandémie mondiale par l'OMS, le 11 mars 2020. Le Groupe Laurent-Perrier a pris les mesures nécessaires afin de s'adapter à cette situation inédite. En effet, malgré la nette diminution de -25,4% des volumes de Champagne vendus par le Groupe, conséquence des mesures sanitaires adoptées dans le monde, la baisse du chiffre d'affaires a été limitée par un effet prix/mix de +5,8%. Le Groupe a également enregistré une stabilité de son résultat opérationnel à taux de change courants, en adaptant sa structure de coûts. Enfin, le Groupe n'a pas enregistré de difficulté de trésorerie et n'a pas eu recours au dispositif exceptionnel de PGE (Prêt Garanti par l'Etat) et de manière très limitée aux mesures de chômage partiel en vigueur durant la crise.

Il n'y a pas de fait marquant spécifique à la société Champagne Laurent-Perrier.

Evènements post-clôture :

Il n'existe à la date d'arrêté des comptes aucun évènement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière et le patrimoine de la société Champagne Laurent-Perrier. Le 24 avril 2021, le Groupe Laurent-Perrier a établi un communiqué mentionnant la détection d'une intrusion sur son réseau informatique. A la suite de cette intrusion le Groupe Laurent-Perrier a immédiatement engagé toutes les mesures nécessaires pour rétablir son activité dans les meilleures conditions. Ces mesures ont permis une reprise de la totalité des activités opérationnelles et de renforcer significativement le réseau informatique du Groupe Laurent-Perrier. L'incident n'aura pas d'effet significatif sur les résultats du Groupe Laurent-Perrier.

4 ANALYSE DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Tous les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – Valeur brute de l'actif immobilisé

Valeurs brutes	Valeurs brutes à l'ouverture	Acquisitions Apports	Virements de postes	Cessions	Valeurs brutes à la clôture
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Logiciels	5 678	68			5 746
Autres incorporels	206		67		273
Sous-total	5 884	68	67	0	6 019
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	4 551	155		(16)	4 690
Constructions	55 853	351		(46)	56 158
Installations techniques	53 645	1 421	816	(157)	55 726
Autres	3 328	375	(883)	(14)	2 806
Sous-total	117 377	2 302	(67)	(233)	119 380
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations	24 778	0			24 779
Autres immo. financières	3 908	3		(314)	3 597
Sous-total	28 686	3	0	(314)	28 376
Total général	151 947	2 373	0	(547)	153 774

Immobilisations financières :**Détail du poste « participations » :**

Champagne de Castellane	269 167	actions	11 191
Grands Vignobles de Champagne	58 541	actions	6 947
Laurent-Perrier UK	299 400	parts	915
Laurent-Perrier Suisse	300	actions	323
SARL Pressoir Pétret Martinval	490	parts	80
A.S. (Salon-Delamotte)	1 240	actions	33
Laurent Perrier US	500	parts	0
SARL Laurent-Perrier Diffusion	136 199	parts	0
SAS François Daumale	3 000	actions	5 000
Laurent-Perrier Italia Spa	290 000	parts	290
			24 779

Immobilisations incorporelles:

- L'augmentation de 68 k€ correspond principalement à des investissements pour le développement des logiciels.

Immobilisations corporelles

- L'augmentation de 2 302 k€ correspond principalement aux dépenses d'investissements en matériels industriels et aux dépenses habituelles de renouvellement des immobilisations.
- Les sorties d'actifs concernent essentiellement des mises au rebut et des cessions de matériels industriels.

Immobilisations financières :

- La diminution de 314 k€ correspondent aux remboursements des prêts aux livreurs.
- Les échéances à venir de ces prêts sont :

	Montant total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
- Prêts aux livreurs	2 349	317	836	1 196

NOTE 2 – Amortissements

	Amortis- sements à l' ouverture	Dotations	Diminutions	Amortis- sements à la clôture
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Marques	0			0
Logiciels	5 465	158		5 623
Sous-total	5 465	158	0	5 623
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	0			0
Constructions	22 076	1 998	(34)	24 040
Installations techniques	30 336	2 429	(157)	32 607
Autres	1 159	48	(13)	1 194
Sous-total	53 571	4 474	(204)	57 841
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations	0			0
Autres immob. financières	0			(0)
Sous-total	0	0	0	(0)
Total général	59 036	4 632	(204)	63 463

Immobilisations incorporelles et corporelles: l'augmentation de 4 836 K€ correspond aux dotations de l'exercice calculées suivant le mode linéaire. Les reprises sont relatives aux sorties d'actifs.

NOTE 3 – Stocks et en cours

	Au 31 mars			
	Brut	Dépréciations	2021 Net	2020 Net
Produits intermédiaires et finis	346 761	0	346 761	338 114
Matières premières et produits en cours ...	100 387	(6)	100 381	95 239
Total	447 148	(6)	447 142	433 354

Pour tenir compte du niveau d'activité à certains stades de la production, la société pratique l'imputation rationnelle des frais fixes pour la valorisation des stocks. Au titre du présent exercice, il n'a pas été décelé de sous activité. Aucune charge n'est donc enregistrée dans le compte de résultat.

NOTE 4 – Créances Clients et Dépréciation

	Au 31 mars			
	2021		2020	
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Créances Clients	44 135	(279)	43 856	28 478
Total	44 135	(279)	43 856	28 478

NOTE 5 – Composition du capital social et variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 2 900 316 actions de valeur nominale de 15,24 euros.

Variation des capitaux propres

Montant au 31 Mars 2020.....	250 774
Dividendes	(6 380)
Résultat de l'exercice	9 246
Reprise de subvention d'investissement.....	27
Mouvements des provisions réglementées ..	819
Montant au 31 Mars 2021.....	254 486

NOTE 6 - Provisions réglementées

Nature des provisions	Solde à l'ouverture	Dotations aux provisions	Autres mouvements	Reprises de provisions	Solde à la clôture
Provisions pour investissement					
Amortissements dérogatoires	13 993	1 994		(1 175)	14 812
Provision pour hausse de prix					
Total	13 993	1 994	0	(1 175)	14 812

NOTE 7- Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Solde à l'ouverture	Dotations aux provisions	Utilisations	Reprises	Solde à la clôture
Provisions pour pertes de change.....	183	76		(183)	76
Provisions pour risques et charges.....	2 570	152		(64)	2 658
Total	2 753	228	0	(247)	2 734

Détail des provisions pour risques et charges au 31 mars 2021 :

	en K€
Litiges avec le personnel	355,0
Litige FranceAgriMer	2 303,2

NOTE 8 - Emprunts et dettes financières

Échéance des dettes financières	Montant total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Auprès d'établissements de crédits				
- Crédits d'investissements	0	0	0	0
- Crédits d'exploitation	230 100	100	230 000	0
Empr. et dettes financ. Diverses	2 562	808	1 752	1
Total	232 662	908	231 752	1

▪ **Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit :**

Au 31 mars 2021, tous les crédits sont à taux variables. Afin de se prémunir d'une augmentation des taux, la société a recours à des contrats de couvertures (« swaps de taux »).

Pour ses crédits d'exploitation, la société a négocié avec son pool bancaire des lignes de crédit pour un montant total d'autorisations de 300 M€ adossées à des garanties composées exclusivement de warrants douaniers.

Dans le cadre de ses accords avec son pool bancaire, le Groupe s'est engagé à respecter au 31 mars 2021 les ratios suivants:

- un rapport EBITDA sur résultat financier (hors impact des normes IAS 19 et IAS 39) supérieur à 2
- un rapport endettement financier net sur fonds propre inférieur à 2,5.

Le non-respect des ratios précités entraîne la mise en œuvre d'une clause de revoir, prévoyant une réunion de concertation entre les parties, non assortie d'une clause d'exigibilité anticipée.

Au 31 mars 2021, ces ratios sont respectés.

▪ **Emprunts et dettes financières divers :**

Il s'agit de la réserve spéciale de participation aux résultats des exercices 2015/2016 à 2019/2020.

NOTE 9 – Autres informations sur le bilan

POSTES DU BILAN	Montants	Montants	Montants des
en milliers d'euros	concernant les	correspondant	dettes & créances
	entreprises liées	à des charges	représentées
		à payer	par des effets
			de commerce
Participations et créances rattachées.....	24 779		
Clients et comptes rattachés.....	35 645		
Autres créances.....	45 158		
Emprunts auprès des établissements de crédit.....		100	
Emprunts et dettes financières divers.....			
Fournisseurs et comptes rattachés.....	18 724	4 834	
Dettes fiscales et sociales.....		4 547	
Autres dettes.....	129 238	50	

Toutes les créances clients et les dettes fournisseurs sont à échéance à moins d'un an.

NOTE 10 - Engagements hors bilan**9.1 Engagements financiers**

- Au 31 mars 2021, les dettes bancaires décrites dans la Note 7 font l'objet de garanties assorties de sûretés réelles sous forme de warrants douaniers. Au 31 mars 2021, le montant de ces garanties était de 300,0 millions d'euros
- Engagement pris en matière de crédit-bail : Néant
- Le montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ en retraite et mutuelle des retraités s'élève à 13 784 k€. (note 2.9).
- Risque de taux : La société a poursuivi sa politique de couverture en mettant en place des outils spécifiques de swaps de taux pour couvrir sa dette financière à taux variable. Au 31 mars 2021, le montant de la dette couverte est de 84 M€ sur une période allant de 1 mois à 3 ans.

9.2 Autres engagements

La société est engagée contractuellement auprès de divers fournisseurs pour l'achat d'une partie significative de ses approvisionnements en raisins. Ces engagements portent sur des surfaces ; dès lors en raison des écarts pouvant affecter d'une année sur l'autre tant les rendements que les prix, la valeur de ces engagements ne peut être quantifiée avec une approximation raisonnable.

La société détient dans ses caves 56 467,95 hectolitres de vins des récoltes 2000 à 2020, constituant une réserve qualitative et appartenant à des viticulteurs et coopératives.

NOTE 11 – Autres créances et autres dettes

Les autres créances s'analysent ainsi :

Autres créances	Au 31 mars	
	2021	2020
Etat - Créances de TVA	2 302	6 880
Groupe et associés	47 221	84 112
Divers	231	376
Total	49 754	91 368

Les charges constatées d'avance ont évolué de la façon suivante :

Charges constatée d'avance	Au 31 mars	
	2021	2020
Frais financiers	66	66
Droits sur vins	44	43
Publicité communication.....	30	9
Prestations sur vins.....	0	280
Abonnements.....	39	0
Maintenance informatique.....	179	163
Divers	39	60
Total	398	621

Les dettes fiscales et sociales et les autres dettes se composent des éléments suivants :

Autres dettes et comptes de régularisation	Au 31 mars	
	2021	2020
Dettes envers le personnel	2 906	3 212
Organismes sociaux	1 748	1 771
Groupe et associés	129 238	123 729
Etat - TVA et autres taxes	1 798	1 230
Divers	1 262	2 829
Total	136 953	132 770

Le poste « Groupe et associés » comprend notamment un compte courant avec la société Laurent-Perrier pour 76 386 k€, avec la filiale A.S. pour 49 574 k€.

Toutes ces autres créances et autres dettes sont à échéance à moins d'un an.

NOTE 12 – Chiffre d'affaires

Il se répartit de la manière suivante :

	Au 31 mars	
	2021	2020
France	31 218	45 078
Etranger	91 692	126 644
Autres produits accessoires, cessions et prestations	36 948	35 845
Total	159 858	207 567

NOTE 13 – Charges de personnel

Les frais de personnel de la société (charges sociales comprises) s'élèvent à 14,4 M€ contre 15,2 M€ pour l'exercice précédent.

L'effectif au 31 mars est le suivant :

Effectifs	Au 31 mars	
	2021	2020
Cadres et agents de maîtrise	77	78
Employés	25	26
Ouvriers	57	61
Total	159	165

NOTE 14 – Produits et charges financiers

Le résultat financier se décompose ainsi :

Produits financiers	Au 31 mars	
	2021	2020
Revenus des titres de participation	0	3 574
Intérêts reçus des sociétés liées	1 063	963
Autres produits financiers	183	5
Total	1 246	4 542

Charges financières	Au 31 mars	
	2021	2020
Intérêts versés aux sociétés liées	1 986	1 923
Intérêts sur emprunts	2 088	2 018
Divers	258	330
Total	4 332	4 271

Conformément au Règlement ANC 2015-05, les gains de change relatifs aux opérations commerciales pour 676 k€ et les pertes de change pour -746 k€ ont été présentés dans les éléments du Résultat d'exploitation.

NOTE 15 – Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel enregistre les éléments suivants :

Des pénalités	-376 k€
Le mouvement net des amortissements dérogatoires	-819 k€
Des autres produits nets	550 k€
Résultat exceptionnel net (perte)	-646 k€

NOTE 16 – Impôt sur le résultat

Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel	M€	IS en M€	%
Résultat courant	13,72	(3,64)	-26,6%
Résultat exceptionnel	(0,65)	0,18	-28,0%
Participation des salariés	(0,36)		
I.S. sur le résultat de la société	(3,46)		
Résultat	9,25	(3,46)	

Situation fiscale latente

Nature des différences temporaires	MONTANT (en K€)	
ACCROISSEMENTS		
Provisions réglementées		
- Amortissements dérogatoires	14 812	
Total	14 812	
ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		4 147
ALLEGEMENTS		
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation		
- Perte de change	76	
- Participation des salariés	350	
Total	426	
ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		119

La société a signé une convention d'intégration fiscale en date du 3 mars 2000 avec la société Laurent-Perrier qui a pris son effet pour la première fois sur l'exercice 2000/2001.

Les conventions signées entre la société mère et les filiales intégrées ont retenu la méthode de la neutralité; l'impôt dû est comptabilisé par les filiales comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistre son

Société Champagne Laurent-Perrier– Comptes sociaux au 31 mars 2021

Page 14 sur 15

propre impôt et l'économie ou la charge provenant de l'application du régime.

NOTE 17 – Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice.....	9 245 k€
Impôt sur les bénéfices	3 462 k€
Résultat avant impôts	12 707 k€
Variation des provisions réglementées:	
. Amortissements dérogatoires.....	819 k€
. Provisions pour hausse de prix.....	0 k€
. Provisions pour investissements.....	0 k€
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts).....	13 526 k€

NOTE 18 – Transactions conclues avec des parties liées

La société réalise avec des parties liées des transactions non significatives, ou conclues à des conditions normales, ou exclues du champ d'application tel que décrit dans le règlement ANC 2010-02 et 2010-03.

TABLEAU-LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication.	Informations financières			
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
1 . Filiales (détenues à + de 50 %)				
SARL Laurent-Perrier-Diffusion	207 024 €	2 861 663 €	99,99%	-394 125 €
Grands Vignobles de Champagne	1 145 713 €	12 828 071 €	77,87%	512 122 €
SAS François Daumale	48 000 €	3 763 034 €	100,00%	117 007 €
LAURENT-PERRIER U.K.	300 000 GBP	2 270 310 GBP	99,80%	2 048 310 GBP
LAURENT PERRIER DIFFUS.SUISSE	300 000 CHF	2 395 770 CHF	100,00%	263 770 CHF
LAURENT-PERRIER US Inc	1 529 971 USD	-589 310 USD	100,00%	716 830 USD
LAURENT-PERRIER ITALIA Spa	400 000 €	-82 070 €	72,00%	89 810 €
2 . Participations (détenues entre 10 et 50%)				
Champagne de CASTELLANE	9 162 821 €	33 133 813 €	44,77%	-1 797 255 €
SARL PETRET-MARTINVAL	15 245 €	44 118 €	49,00%	5 475 €

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	11 946 600	1 528 184	11 328 775	
- nette	11 946 600	1 528 184	11 328 775	
Montant des prêts et avances accordés	7 811 570		27 195 221	
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés		383		